

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 73 - VENDREDI 11 JUIN 2010

LE MERLE MOQUEUR

On se demande si c'est la Coupe du monde qui tombe en même temps que les plans d'austérité européens, ou bien les plans d'austérité européens qui tombent en même temps que la Coupe du monde. En tout cas, ça tombe bien.

AGENDA MILITANT

→ 11 juin

Rennes [Journée mondiale du réfugié 2010](#)

→ 12 juin

Paris [Marche mondiale des femmes 2010](#)

Bretagne [FASE : Journée de formation](#)

«Retraites» avec B. Friot

Paris [Donner un avenir au second degré](#)

→ 19 juin

St-Ouen [OMOS-UNRPA](#)

[l'Enjeu des retraites](#)

Paris [Les enfants au carré ? Une prévention qui ne tourne pas rond](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Travail :

[G. Boitte Retraites ou débâcle](#)

→ PCF

[B. Dantal, P. Goldberg, Fr. Perrier Pour un nouveau départ](#)

Libre propos

sur l'AG de la Fédération pour une alternative sociale et écologique 5-6 juin 2010

Le pire n'est jamais inéluctable.

La vigueur des débats sur le fonctionnement, des critiques radicales mais sans propositions des textes jugés « illisibles » pouvaient laisser présager une AG dont le souci de construction collective serait absent. L'on pouvait craindre un refus de s'engager plus avant dans la définition de ce commun nécessaire.

L'accord sur le texte sur « la situation et nos propositions » ne me surprend pas. C'est dans le prolongement des différentes réunions de la Fédération pour les analyses et pour les propositions. Il pose les bases d'une stratégie pour la période qui vient. L'Université d'été et le CAN devront préciser. Pour moi, la campagne « changer les institutions... » nous permettra de progresser dans la modification du social et du politique et sur les nouvelles formes d'organisation politique : ceci par la mise en œuvre de pratiques et de débats sur les institutions et sur le rôle du politique, liés à un travail théorique.

Significatives d'une maturation du débat dans la FASE me semblent la discussion et l'adoption de « Actualisation de l'identité ... ». Ce texte induisait, ou clarifiait, une démarche identitaire : la FASE a une place propre dans le champ politique, se donne le droit d'intervenir et de peser. Mais sans remettre en cause le caractère ouvert, provisoire, inachevé que traduit notre orientation : fédérer forces sociales, citoyennes et politiques dont nous ne sommes pas l'avant-garde éclairée et offrir un espace d'expression et d'expérimentation. On voit bien les contradictions entre ces deux dimensions. Elles pouvaient se polariser en tendances inconciliables. La décision collective d'assumer cette dimension contradictoire est un pas en avant.

La construction d'un outil à travers la définition de son fonctionnement n'était pas évidente faute de connaître la réalité concrète des collectifs. Nous n'avons pas l'ambition de construire un nouveau modèle d'organisation politique, dont nous sentons tous la nécessité, pourtant certaines propositions ressemblent à un tel projet. D'autres visaient un fonctionnement minimal.

Il fallait répondre à ce moment particulier de notre histoire et nous doter d'outils provisoires et « approximatifs » : nous avons là un outil qui reste imparfait, nous le savons, mais qui nous permet, tout de suite, d'avancer ensemble.

Sortons d'une vision mystique de l'adhésion qui est encore en nous ! Ce n'est pas un baptême, séparant radicalement l'adhérent-du sympathisant, c'est une participation volontaire à un projet et à un outil commun pour leur permettre d'exister (y compris financièrement).

Citoyen(ne)s actifs, acteurs(trices) sociaux, librement associés pour une coopération démocratique, qui se redéfinit sans cesse, voilà ce que nous constituons aujourd'hui.

Ce n'est pas si mal pour affronter les échéances qui nous attendent.

● ETIENNE ADAM, membre de l'Anpag et de la FASE

Nouveau Départ

Ce texte, qui concrétise l'appel à un départ collectif du PCF lancé fin mars, a été rendu public lors d'une conférence de presse ce 10 juin 2010, en présence de plusieurs de ses 200 signataires.

Une page se tourne, celle de notre adhésion au Parti communiste français. Ce choix de le quitter coûte à chacun d'entre nous. Nous ne regrettons pas d'en avoir été membres. Nous le quittons car ce qu'il est devenu ne concrétise plus ce qui nous motive : **proposer des réponses émancipatrices pour notre siècle, susciter la participation de tous à cette création, à ces combats politiques.**

Nous sommes communistes mais nous quittons le PCF. Bien d'autres avant nous ont fait ce choix. Le plus souvent, ils l'ont fait individuellement, silencieusement. Nous le faisons collectivement parce que nous avons toujours un désir de politique, une volonté d'agir en commun pour l'émancipation.

Notre démission est un nouveau départ.

Nous voulons revisiter le communisme, au moment où le PCF se déchire pour savoir s'il va « muter », se « métamorphoser » ou se « transformer », alors qu'il se maintient dans ses conceptions anciennes autant que dans sa forme hiérarchique. Force est de constater que la culture du Parti de 1920 est restée indépassable.

Il est devenu absurde et insupportable de voir stigmatisée la diversité. Loin de construire l'unité des communistes, la di-

rection du Parti a nourri le désarroi et les divisions ; elle gâche d'immenses énergies militantes. Les pratiques de mise à l'écart qui ont resurgi depuis 2007 sont autant d'invitations à partir : quand bien même nous voudrions rester membres du PCF, nous en sommes de fait évincés, comme d'autres l'ont été avant nous.

Le sens des responsabilités historiques a laissé la place au maintien d'un appareil hérité de l'histoire. Faute de renouvellement, le Parti communiste s'est replié sur lui-même ; sa cohérence est aujourd'hui faite de souvenirs et son poids dans l'espace public est marginal. Résultat : il ne propose plus de perspective pour notre

Nous sommes communistes mais nous quittons le PCF. Nous le faisons collectivement parce que nous avons toujours un désir de politique, une volonté d'agir en commun pour l'émancipation.

société.

Le vieux schéma de la prise du pouvoir commandait une idée du parti : avant-garde éclairant les masses puis dirigeant en leur nom. C'est devenu insupportable au plus grand nombre. Marx avait raison : « *L'émancipation des travailleurs sera*

l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Il faut inventer l'organisation en cohérence avec cette visée.

En matière d'union, la direction du PCF s'accroche dans les actes à la forme du cartel pour imposer une hégémonie défunte. D'où l'étroitesse qui bride l'essor du Front de gauche, en contradiction avec l'objectif sans cesse énoncé de favoriser l'appropriation de la politique, des savoirs et des pouvoirs par toutes et tous. On invoque un « nouveau Front populaire », mais au-delà des mots où sont les audaces unitaires communistes qui permirent 1936 ? Or, sans audace, le rassemblement ne peut pas être à la hauteur.

Il est urgent de construire une alternative.

La crise du système capitaliste s'étend en Europe et dans le monde. Au lieu de renforcer les protections sociales, les politiques néolibérales, totalement formatées, brisent les solidarités, cassent les services publics, généralisent les précarités, renforcent le productivisme, s'attaquent à la nature et au vivant, nuisent au climat et produisent une société inégale et sécuritaire. Une oligarchie prend le contrôle de tous les pouvoirs contre la démocratie et le progrès social partagé. Les rapports sociaux sont d'une grande violence. La dignité de chacun, la vie même sont menacées.

Il faut une nouvelle audace politique pour s'opposer à ce rouleau compresseur. Nous relevons le défi et voulons le faire avec d'autres. ●●●

●●● **Nous voulons reconstruire dans les conditions d'aujourd'hui l'alliance de la radicalité théorique et pratique avec l'immersion dans la société.** Cette alchimie a permis des luttes victorieuses, d'élargir la démocratie aux classes populaires, de faire bouger la société, de créer des espaces émancipés de la domination du marché.

Cette révolution démocratique est en gestation. Elle est « déjà là » dans nombre de luttes, de mouvements, de modes de vie, d'expressions culturelles, sans que ceux-ci ne trouvent le chemin de leur explicitation politique.

Cette société post-capitaliste, nous la reconnaissons dans l'implication professionnelle malgré l'arbitraire hiérarchique au travail, dans la volonté soutenue de participation et de maîtrise des choix, la vitalité de l'économie sociale et solidaire, la montée des exigences écologiques et des mobilisations pour les biens communs, l'extension des domaines de luttes, le dynamisme des associations, le développement des réseaux sociaux, la création artistique et culturelle, les potentialités ouvertes par les avancées des sciences et des techniques, les nouveaux champs de la gratuité, la créativité des combats féministes et sociaux, des luttes post-coloniales... Une autre société se cherche et s'invente au quotidien. Il lui manque de la force, de la visibilité, de la mise en relation entre toutes ces expériences ; il manque une proposition politique qui les reconnaisse pleinement pour inventer un nouveau monde.

Nous voulons travailler à l'émergence d'un mouvement politique pluraliste qui saura porter le combat pour l'égalité et pour l'intérêt commun sur tous les terrains : celui du partage des richesses et du pouvoir, celui du travail et de ses statuts, mais aussi ceux de la ville, des migrations, de la valorisation des diversités, de l'écologie et de la construction d'autres rapports Nord - Sud.

Nous voulons redonner toute sa vigueur au combat pour la liberté, contre une pratique du pouvoir de plus

en plus autoritaire. L'idéal de liberté est mis en cause par l'utilitarisme qui prévaut à l'école, par les politiques sécuritaires, par la mise au pas de la justice, par la casse des politiques culturelles, par des médias étouffés politiquement et financièrement, par la mise sous surveillance d'Internet, mais aussi par les réformes institutionnelles, dont celle destinée à mettre au pas les collectivités locales.

Nous voulons contribuer à politiser des enjeux neufs pour trouver des réponses démocratiques : accès et financement de la santé, de l'école et de la culture, émergence d'un droit international, place des nanotechnologies, propriété du vivant, protection de la nature, nouveaux temps de la vie...

Nous voulons reconstruire dans les conditions d'aujourd'hui l'alliance de la radicalité théorique et pratique avec l'immersion dans la société.

Pour faire face à ces défis, la situation nécessite de rassembler politiquement les classes populaires, la jeunesse, les intellectuels et les artistes, les syndicalistes, les associations et les militants des quartiers, et tous ceux qui aujourd'hui regardent avec méfiance - avec défiance - la politique. Nous voulons, avec eux, faire de la politique qui dépasse la contradiction représentés / représentants ; qui réduise l'écart entre le social et tous les pouvoirs. L'ampleur de l'abstention commande de ne pas continuer la politique telle qu'elle se fait aujourd'hui.

Nous voulons trouver une nouvelle dynamique pour la gauche d'alternative, une dynamique capable de contester la domination du social-libéralisme sur la gauche. Cela suppose de dépasser les limites du Front de gauche par une nouvelle dynamique populaire ouverte à toutes les forces et à tous les citoyens. Ce que nous voulons, nous pouvons l'élaborer à travers le partage réfléchi des pratiques, l'invention expérimentale d'un mode d'organisation et la contribution au

pluralisme d'une vraie gauche.

Partage réfléchi des pratiques. Le « nouveau communisme » partira d'enjeux criants de dépassement du capitalisme - nouveaux droits des salariés dans les entreprises et les services, nouveau type de développement, nouvelles politiques de la ville et du territoire, nouveaux cahiers des charges de l'information et du débat d'idées... -, engager des initiatives, échanger les expériences, pousser la réflexion théorique, apprendre ensemble. Il s'agit de faire germer un mouvement associatif de subversion politico-sociale enraciné dans le local pour mieux changer le global.

Invention expérimentale d'un mode d'organisation. Il s'agit de faire vivre une forme neuve d'organisation, entièrement aux mains de ses acteurs, de centrer sans cesse l'activité sur les chantiers de la transformation sans rien sous-estimer pour autant de la politique institutionnelle ni des formes d'intervention qu'elle exige, mais toujours avec une ambition transformatrice et sous contrôle du mouvement associatif lui-même.

Contribution au pluralisme d'une vraie gauche. Une crise inouïe, partout des colères, et à gauche c'est le social-libéralisme qui domine ! Il faut que ça bouge. Beaucoup ne nous ont pas attendus, mais dans un pluralisme émietté. D'où un impératif : nouer pour l'action des dialogues exigeants et sincères avec toutes les forces de vrai changement : écologiques, trotskistes, alternatives, associatives, militances de quartier, et d'autres, pour apprendre les uns des autres, concerter les initiatives, revigorer le goût de la politique, lancer une dynamique de la gauche transformatrice.

Notre décision est une mise en disponibilité pour travailler avec tous ceux qui le souhaitent, dans un large spectre, notamment bien sûr celles et ceux qui resteront adhérents du Parti communiste, pour que la politique apporte de nouveau des réponses alternatives et un espoir.

La crise politique et institutionnelle doit être prise comme une « obligation » d'invention ; la visée d'un autre monde est à construire avec toutes celles et tous ceux qui cherchent à se mettre en rup- ●●●

●●● ture avec le capitalisme et toute société fondée sur des rapports de domination. Face à la multiplication de lieux séparés, qui témoigne aussi de la crise politique et de la perte d'espérance, nous voulons travailler à la convergence d'associations, de journaux, d'organisations politiques, de militants.

Nous voulons travailler à l'émergence d'un mouvement politique pluraliste qui saura porter le combat pour l'égalité et pour l'intérêt commun sur tous les terrains

Nous proposons un rendez-vous à tous les communistes, dès juin, pour des initiatives du type « forums du communisme », en lien, entre autres, avec l'Association des communistes unitaires.

Nous nous engageons à être acteurs, notamment avec la Fédération pour une alternative sociale et écologique, des initiatives qui contribueront à des avancées vers un nouveau projet et vers la création d'une force de transformation sociale et écologique. Nous proposons d'engager avec tous ceux qui le souhaitent et toutes les forces qui le voudront un large processus du type « Etats généraux de la transformation sociale et écologique ».

Signataires : ABAD Ghislaine, ABAD Robert, ABRAHAM Yann, ALAPETITE Julien, ALFONSI Gilles, ALONSO-COSTE Dominique, ALZIEU Pierre, AMAR Anne-Marie, AMAR Michel, ANDRIEN Jean-pierre, ANDROS Josiane, ANIORT Yves, ASENSI François, ATTIA Dominique, BACCA Armand, BADEYAN Gérard, BANDELIER Bernard, BARTHES Alain, BELTRAN Stephan, BELTRAN Saphia, BELVISO Nathalie, BENKHELOUF Boualem, BENSALD Murielle, BENTOLILA Michel, BERNARDI Patricia, BERNARDI Catherine, BERNARDI Gilbert, BETHUNE Lionel, BIANCIARDI Franco, BLANCHARD Dominique, BOITTE Gilles, BONNAMY Gilles, BONNET Daniel, BOUDIA Liliane, BOUDIA Serge, BOUHOUN Claude, BOULNOIS Jean-

Luc, BOURCET Christine, BOURGOIS Dominique, BRAFMAN Jean, BRAOUEZEC Patrick, BREGLIANO Jean-claude, BREGLIANO Andrée, BRES Eric, BRIOT Roger, BRUANT-ZORNETTE Annie, BUREL Catherine, BUSTAMANTE Didier, CALABUIG Bernard, CALABUIG Viviane, CAMPA Pierre, CAMPA Pierrette, CANFORA Mario, CHASSAING Lionel, CHAUVET Maurice, CHIOUSSE David, CLARY Maelaine, CLOUSE Jean-Paul, CONSTANT Claude, COUSIN Jean-Gil, COUSIN Martine, CROQUETTE Alain, CUISINIER Christiane, CUISINIER Jean-Claude, DALBERA Daniel, DAMOINET Pascal, DANTAL Bernard, DAUMAS Claude, DEBEST Jean-Paul, DEDRYVER Christiane, DEDRYVER Jean-Claude, DEL PICCHIA Evelyne, DELAHOUSSE Chantal, DELANNE Robert, DESCHAMPS Jean-Marc, DESTOM Catherine, DEVERINES Didier, DIOUDONNAT Julien, DOUSSAIN Etienne, DUCOL Genneviève, DUCOL Jacques, DUPRE Laurent, EYRAUD Laurent, FABBRI Fabien, FAURE Jean-Claude, FOCRET Marc, FRAYSSE Jacqueline, FREZOUL Guy, GARELLI Pierre, GIL Thierry, GIRAUD-SAUVEUR Marc, GIRAUD-SAUVEUR Chantal, GOLBERG Serge, GOLDBERG Pierre, GOURAND Alain, GRAFFARD Marc, GROSSVAK Serge, GRYLEC Alfred, GUEDU Philippe, GUITTIER Grégory, HUOT Catherine, HUOT Claire, JACQUIN Bernard, JACQUIN Michel, JACQUIN-LEFICHANT Catherine, JARRY Patrick, JOUCLA Jean-Jacques, KALISZ Serge, KERMANN Jacques, KRANJCEWIC Jean, KIINTZ Michèle, KLEMENTIK Nicole, KOUTCHINSKI Jean-Marie, LA-CREUSE Marc, LADEUIL Véronique, LAGACHE Richard, LAGAL Robert, LANA Nathalie, LANNEAU Jocelyne, LAPORTE Pierre, LARUE Sylvie, LATOUR Patricia, LAVERNE Yves, LE FUSTEC Corinne, LEBRACHE Malika, LECCIA Marcel, LECOINTRE Sylvain, LEGOFF Jean-Claude, LEMOIGNE Marc, LENTINI Jean Charles, LIZARAZU Pierre, LOMBARDO Bernard, LUCKY Thiphaine, MACIAZEK Denis, MADAULE Olivier, MAIZE Cathy, MARKIDES Vincent, MARRUCHELLI Fernanda, MARTELLI Roger, MARTIN Alain, MARTIN Christian, MAUDUIT Danièle, MAUDUIT

Gérard, MAURO Claudine, MEGHERBI Halima, MEIGNAN Youri, MESSAOU-DENE Majid, MEYER Philippe, MAYER-FABBRI Nicole, MIALOT Jean, MIALOT Dominique, MUSCAGORRY Jean-louis, NOUZAREDE Pierre, OLLIVIER Serge, PALLEAU Jean, PERRIER Franck, PIGNOL Frédéric, PONTAIS Catherine, POUJOL Virginie, POUAPON Gilles, PROULT David, PUIBUSQUE Andrée, PUIBUSQUE Camille, QUAY-THEVENON Pierre, QUINTART Brigitte, QUITON Luc, RENNES Pascal, REUGE-CHIOUSSE Suzanne RIVIERE Alain, ROBERT Michel, ROBLIN Benoît, ROME Daniel, ROULLET Patrick, ROUVEROT Michèle, SANNA Eric, SCHEER Roland, SCHMITT Elisabeth, SEVE Lucien, STIERLIN Philippe, STOLL Nadine, STOLL Guy, SVOBODA Eric, TAILLEUR Jean, TASSY Marcel, TIRATAY Roger, TOMAS Jean-Luc, TORRES Sylvie, TOUZET Thierry, TRABUT Françoise, TRABUT Michel TRABUT Aline, TRICOT Catherine, TRICOT Jacques, TRICOT-DEVERT Sylvie, TROULET Bernard, VALADEAU Hélène, VERMEULIN Christian, VIDAL Maryse, VIGIER Rudy, VILNER Luciana, VILNER Jean, VRAIN Philippe, ZARKA Josiane, ZARKA Pierre, ZELLNER Jean.

Cerises est édité par les Communistes unitaires

contact.cerises@gmail.com

Noyau : Gilles Alfonsi

Queues de Cerises : Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Arnaud Viviant.



Faites passer les Cerises !
Invitez vos collègues, vos amis
et toute la famille à recevoir
Cerises en écrivant aux griottes.
contact.cerises@gmail.com

Le sens de notre départ du Parti communiste

Une tribune de Jacqueline Fraysse, députée des Hauts-de-Seine, de François Asensi et Patrick Braouezec, députés de Seine-Saint-Denis.

Militants communistes depuis de nombreuses années, nous quittons aujourd'hui, après tant d'autres, le Parti communiste français. Nous ne rompons pas avec l'espoir et l'action pour transformer la société et pour une véritable alternative politique à gauche, ni avec les adhérents de ce parti. Simplement, un monde politique meurt, dont le PCF est l'un des héritiers, un autre tarde à naître, dont nous souhaitons favoriser l'éclosion.

Un nouvel âge de la politique suppose de s'appuyer sur les aspirations des citoyens à décider de leur vie et de dynamiser les barrières funestes entre la politique, le mouvement social et le monde des idées.

Nous voyons de nombreux signes de cette décomposition-recomposition. Le fossé entre les citoyens, le système de représentation et les institutions est devenu un abîme, mais il ne signifie pas un désintérêt pour la politique. Les mouvements de résistance à la marchandisation de tout sont en même temps en difficulté et puissants : ils cherchent des issues nouvelles. Les syndicats savent qu'ils doivent repenser leurs rôles, sous

peine de se contenter de peu. La pensée critique et le rejet du capitalisme ont pris de la force, rompant avec des années de toute-puissance idéologique des conservateurs.

Des modes de vie et des solidarités alternatives se frayent des chemins, redéfinissent le vivre ensemble dans une alchimie nouvelle entre la personne et le monde, entre communautés et classes sociales. Des expériences sont en cours, par exemple avec la jeune Fédération pour une alternative sociale et écologique. Certes, rien n'est simple et sans doute le chemin sera-t-il long, sinueux, tâtonnant, mais le pouvoir n'a pas réussi à annihiler les aspirations à l'épanouissement ni la quête d'émancipation.

Quels que soient nos parcours singuliers, nous avons longtemps plaidé pour une transformation du PCF, sans cesse promise et toujours ajournée. Nous avons espéré qu'il saurait un jour réinventer des formes de politisation populaire, en nous rappelant que ce sont elles qui ont fait sa force d'autrefois. Plombé par une conception dépassée de la politique et par une matrice d'organisation archaïque, cet espoir fut vain, et même pire lors de l'élection présidentielle de 2007, où sa direction a délibérément choisi l'isolement mortifère contre l'aspiration unitaire des antilibéraux à donner une suite à la victoire du non lors du référendum sur le traité constitutionnel européen. A ce moment s'est imposé à nous le sentiment définitif d'un immense gâchis, amplifié par l'expérience de tant d'occasions manquées.

Nous voilà convaincus des carences des formes d'organisations politiques du XX^e siècle. Toutes sont confrontées à une nécessaire refondation de leur projet politique. Toutes dépérissent d'une pratique de la politique qui consiste à considérer les citoyens comme autant de réceptacles à bonne parole.

La relance d'une politique d'émancipation est possible

Un nouvel âge de la politique suppose de s'appuyer sur les aspirations des citoyens à décider de leur vie et de dynamiser les barrières funestes entre la politique, le mouvement social et le monde des idées. C'est d'ailleurs ce que nous demandons au Front de gauche et aux forces éparpillées de la gauche de transformation de considérer sérieusement : la dynamique ne peut naître que d'une novation tant sur la visée et les contenus d'une alternative que sur la nature et les formes de l'action politique.

Nous sommes interrogés sur l'avenir de notre engagement. Au moment où le capitalisme met en crise la société mondiale - du défi climatique à la crise financière, du démantèlement annoncé des droits sociaux au maintien de politiques étrangères impérialistes et guerrières -, nous sommes convaincus que la relance d'une politique d'émancipation est possible.

Au moment où les populations des villes populaires, où nous habitons et où nous sommes élus, sont stigmatisées et discriminées comme jamais, où l'on comprend que le pouvoir entend gouverner, s'il le faut, par la peur et par la force, ●●●

●●● nous pensons pour notre part que dans les banlieues s'invente, se construit le monde de demain.

Notre parti pris est de défricher de nouveaux chemins citoyens, et non d'accepter les dogmes de la démission sociale-libérale : par l'invention de nouveaux rapports entre les mouvements de la société - mouvement des idées, mouvements sociaux, pratiques émergentes dans les quartiers populaires et dans le monde rural... - et la politique. Il s'agit d'associer lutte pour l'égalité et révolution démocratique.

Voilà pourquoi nous allons indissociablement continuer autrement notre engagement communiste et travailler, sans esprit de boutique, dans les différents espaces-passerelles de la gauche d'alternative

Nous allons indissociablement continuer autrement notre engagement communiste et travailler, sans esprit de boutique, dans les différents espaces-passerelles de la gauche d'alternative.

- que nous voulons ouverts, évolutifs, transitoires - au métissage des cultures communistes, socialistes, écologistes et libertaires. Cela suppose de dépasser le centrage exclusif de la vie politique sur

la compétition électorale, tout en considérant que les moments électoraux peuvent contribuer à exprimer et faire vivre de nouveaux possibles. C'est ainsi que nous concevons notre contribution à la victoire d'une gauche transformée aux prochaines échéances.

Nous ne savons pas quelles seront demain les formes par lesquelles une alternative politique deviendra populaire et, parce que populaire, incontournable et victorieuse, ni comment naîtra la grande force politique de transformation sociale et écologique qui fait aujourd'hui défaut. Nous savons que nous en serons.

● Tribune publiée dans *Le Monde* du 9 juin 2010.

Un communisme peut en cacher un autre

Quittant avec d'autres le PCF sans quitter le communisme, le moment me semble opportun pour évoquer le « cahier des charges » contemporain du combat pour l'émancipation et d'une gauche digne de ce nom. Il l'est surtout dans la période où les périls – économiques, sociaux, culturels, écologiques, démocratiques – jouxtent les possibilités, balbutiantes mais prometteuses, de redéploiement du projet d'émancipation. Après des années de triomphe des politiques néolibérales, la légitimité du capitalisme est en berne. L'Union européenne et le président-directeur général de la France promettent du sang et des larmes – on les sait prêts à gouverner aujourd'hui par la peur, demain par la force ? –, et leurs promesses ne font plus rêver personne : on ne les croit plus.

Dans le même temps, la gauche est en panne d'identité et de projet. Le PS produit quelques textes de référence, mais ne rompt malheureusement pas sa pente sociale-libérale. Europe Ecologie mixte une véritable novation sur la forme et une sérieuse ambiguïté à l'égard du capitalisme.

Le Front de gauche est à ce jour plombé par le duo-duel PC - PG. Le NPA se prépare à renouer avec l'impuissance gauchiste là où son projet initial était innovant. C'est surtout dans la société civile que l'on

L'intuition-clef portée par la Fédération, qui vient de confirmer sa démarche hybride, revendiquée, est que le travail de fond sur la visée et les contenus d'une alternative doit aller avec une métamorphose de la nature et des formes de la politique.

trouve des prémices de la fin de la toute-puissance du capital : vitalité des pensées critiques du capitalisme, recherches d'issues nouvelles au-delà des résistances à Sarkozy, nouvelles formes d'engagement,

dynamiques citoyennes unitaires ou encore choix de vie alternatifs...

L'intuition-clef portée par la Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique, qui vient de confirmer sa démarche hybride, revendiquée, est que le travail de fond sur la visée et les contenus d'une alternative doit aller avec une métamorphose de la nature et des formes de la politique. Elle rencontre aujourd'hui les réflexions d'Alain Badiou, Lucien Sève et Edgar Morin, qui elles-mêmes se croisent.

Alain Badiou évoque le « *lien interne entre le capitalisme déployé et la démocratie représentative* » (1), contestant que l'essence de la possibilité égalitaire soit la démocratie actuelle. Lucien Sève souligne l'objectif « *d'opérer un fondamental déplacement du centre de gravité de l'action communiste, en substituant carrément au primat de la politique institutionnelle ce que j'appellerai la politique sociale* », qu'il définit comme « *l'engagement au comptant de l'appropriation sociale par les salariés et citoyens associés* » (2). Edgar Morin, après avoir lui aussi critiqué la « *nécessaire* » mais « *insuffisante* » démocratie parlementaire, appelle à un « *nouveau commencement en* » ●●●

●●● *reliant les trois souches (libertaire, socialiste, communiste), en y ajoutant la souche écologique* » (3).

Chacun constate la simultanéité de ces propositions et leurs convergences : elles ont en commun d'identifier la crise actuelle de la politique à la prédominance de logiques institutionnelles aujourd'hui contradictoires avec l'émergence de nouvelles formes de politisation populaire. Cela conduit à préciser la nature du projet d'émancipation : une convergence fondamentale est à construire entre le combat pour l'égalité et une révolution démocratique.

Une telle ambition, qui se situe nécessairement sur le temps long de la construction d'une nouvelle culture politique, comporte différentes dimensions : celle d'un aggiornamento idéologique par le métissage de courants politiques ; celle d'une réinvention de la politisation populaire, qui suppose de rompre enfin avec la culture des partis guides (vieux ou jeunes) ; celle, trop oubliée, d'une refondation du rôle et des fonctions des forces sociales et politiques, à partir de ce constat : la répartition

Les propositions d'Alain Badiou, Lucien Sève et Edgar Morin ont en commun d'identifier la crise actuelle de la politique à la prédominance de logiques institutionnelles aujourd'hui contradictoires avec l'émergence de nouvelles formes de politisation populaire.

traditionnelle des rôles entre des syndicats chargés de l'animation des mobilisations et des partis conçus comme bras politiques du mouvement social dans les institutions ne fonctionne plus.

Ces questions sont posées à toutes les forces de gauche – par exemple au Front de gauche, qui jusqu'ici ne prend pas

au sérieux ceux qui les expriment – aussi bien qu'aux syndicalistes, aux intellectuels critiques et en définitive aux citoyens. On plaide pour qu'elles ne soient pas laissées en jachère, afin notamment de remettre les moments électoraux à leur place, moins hypertrophiée qu'aujourd'hui, c'est-à-dire en les abordant, bien sûr, mais autrement.

Faute de s'être mis au travail sur ces questions – et tant d'autres –, le PCF n'a plus d'identité. C'est en les prenant à bras-le-corps que les partisans de l'émancipation, et parmi eux les communistes, participeront joyeusement à l'enterrement du vieux monde, à sa métamorphose.

● GILLES ALFONSI

Tribune publiée par *Politis* (10 juin 2010).

(1) *L'explication*, Alain Badiou / Alain Finkielkraut, Lignes, mai 2010.

(2) « Que faire maintenant ? Dix thèses non conformes d'un communiste sans carte », Lucien Sève, avril 2010, en ligne sur communistesunitaires.net

(3) « Ce que serait 'ma' gauche », Edgar Morin, *Le Monde*, 22 mai 2010.

COCKTAIL

Construction. L'Assemblée générale de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) a adopté le week-end dernier plusieurs textes : sur sa démarche et son identité, sur l'actualité politique et sur son fonctionnement. Ces documents sont disponibles sur le site <http://lafederation.org>

Demandez le programme ! Les Alternatifs tiendront leur université d'été du 9 au 12 juillet à la bourse du travail de Saint-Denis (93) sur le thème « Quartiers populaires – Racisme, discriminations, exclusions, héritage colonial ». Plusieurs séances plénières jouxteront de nombreux ateliers. Parmi les participants annoncés : Salah Amokrane (Forum social des quartiers populaires Toulouse, Les motivés), Mohamed Mechmache (FSQP Ile-de-France, AC le feu), Laurent Bonelli (sociologue), Emmanuel Terray (anthropologue), Tarek Ben Hiba (Fédération des tunisiens pour une citoyenneté des Deux Rives), Raymond Chauveau (syndicaliste), Kamel Tafer (Mouvement des

quartiers pour la justice sociale)... Une soirée musicale aura lieu avec la compagnie Jolie Môme et la ZEP (Zone d'expression populaire / Ministère des affaires populaires) le samedi 10. Infos sur le site des Alternatifs : <http://www.alternatifs.org>

Ambitions. Selon *Libération*, Jean-Vincent Placé, dirigeant des Verts, souhaiterait la création d'une « *fédération réunissant les Verts, les communistes unitaires de la FASE, le MEI d'Antoine Waechter, voire Cap 21 de Corinne Lepage* ». C'est gentil d'avoir de hautes ambitions pour les communistes unitaires !

Avant-congrès. A dix jours du congrès du PCF, Pierre Laurent écrit dans *L'Humanité* : « *Pour la présidentielle, nous aurons plusieurs hypothèses à examiner. Participation au processus de primaires lancé par le PS, candidature du PCF ou candidature de rassemblement avec le Front de gauche, qui puisse être issue d'une des formations du Front de gauche,*

ou d'une personnalité (...) ». Plus loin, on lit que la direction du PCF entend que la désignation d'une candidature éventuelle à la présidentielle soit décidée par les seuls adhérents des partis du Front : « *Reste à débattre de la manière dont le choix d'une candidature de rassemblement, parmi celles qui ne manqueront pas de venir en débat, pourrait être arrêté en associant les adhérents de nos formations* ». A part ça, il ne s'agit pas de « *figer un parti de l'autre gauche* », « *nous voulons unir et rassembler les femmes et les hommes* » et le Front de gauche n'est « *pas assez populaire* ».

Erratum. Dans le « gâteau » de la semaine passée (*Cerises*, n°72), page 5, une erreur s'est glissée. Les propos commençant par « *L'idée me semble irrémédiablement compromise par toutes les formes du communisme réel...* » sont bien sûr d'Alain Finkielkraut (et non d'Alain Badiou). Beaucoup de lecteurs auront rectifié vu le sens général du texte, mais cela va beaucoup mieux en l'écrivant. Avec nos excuses.

LES LIEUX DE PRIVATION DE LIBERTÉ

Le sénateur Jack Ralite m'a un jour appris que la politique était la conquête d'espaces de libertés. Il aime aussi à bousculer élégamment ses collègues en leur citant Camus : « Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde ».

Car il est d'autres sénateurs et sénatrices qui mènent un drôle de train. Lors du débat sur le projet de loi créant le Défenseur des droits, sorte de super-médiateur nommé par décret en Conseil des ministres, sur proposition (1) de... Nicolas Sarkozy, et chargé de veiller au respect des droits et libertés, les parlementaires de la majorité et de l'opposition ont seriné cette expression lors des débats : « *lieux de privation de liberté* ». Autrement dit : prisons. Ah ! le joli consensus républicain... Ces sénateurs ont des excuses. Dans d'autres sphères, on appelle hypocritement un plan d'austérité, une « *Politique d'assainissement des finances publiques* ». Ou bien une série de mesures toutes inspirées par le MEDEF et les lobbyistes au service du capital : « *Plan de sauvetage du système de retraites* »

Une privatisation ? Vous n'y êtes pas. C'est une « *Respiration du service public* » à laquelle vous avez affaire. Un plan de licenciements ? Mais non ! C'est un « *Plan de sauvegarde de l'emploi local* » dont vous bénéficiez. Des zones noires ou rouges en Vendée après la tempête Xynthia ? Pas du tout. Vous êtes, protestations obligent, dans une « *zone de solidarité*. »



Mais, évoquant les « *lieux de privation de liberté* », les sénateurs et sénatrices, ont peut-être après tout, parlé d'autres choses que de ces lieux de privation que sont ces prisons surpeuplées (2) et leurs 115 suicides de prisonniers (3).

Ces élu-e-s ont peut-être voulu parler de ce lieu de privation de la liberté de

vote qu'est le Sénat. Infligeant un camouflet au gouvernement, la Chambre dite haute, avait en effet adopté en première lecture, à une nette majorité, des amendements rétablissant de plein droit le statut de Défenseur des enfants, choisissant de ne pas fusionner cette instance dans le Défenseur des droits. Dominique Versini, la Défenseuse des enfants dont l'institution est menacée, s'était insurgée dans une interview à *Libération* : « *On noie le droit des enfants dans un ensemble administratif plus large. La visibilité du droit des enfants, très bien identifiée, disparaît* ». Le sénateur centriste Nicolas About lui-même : « *Un Défenseur des enfants autonome, aisément identifié par eux et accessible, uniquement chargé de leurs droits, est plus efficace*

et répond mieux à leurs besoins. Le Défenseur des droits aura-t-il le temps, la compétence et l'humanité pour écouter la parole des enfants ? » Le lendemain du vote libre du Sénat, le gouvernement a demandé un nouveau vote et la majorité sénatoriale est alors rentrée dans le rang, au garde-à-vous... Que du bonheur démocratique.

Las ! Je me suis ravisé. Tu te trompes, me suis-je dit, ces parlementaires n'ont pas évoqué les prisons. Avec leurs *lieux de privation de la liberté*, ils ont vraisemblablement voulu parler de ces lieux de privation de la liberté d'expression que sont les entreprises. Qui exercent des pressions totalitaires et illégales sur leurs salarié-e-s dès que ceux-ci s'expriment en interne comme en externe sur leurs conditions de travail, la sécurité des personnels et des installations, le dumping fiscal des groupes, les orientations stratégiques... bref sur la politique des entreprises.

Les sénateurs et sénatrices ont peut-être voulu parler de ces lieux de privation de la liberté de vivre décemment que sont 8 millions de logements sinistrés.

Ils ont voulu parler de ces lieux de privation de la liberté de travailler que sont les Préfectures et le Ministère de l'Intérieur qui refusent de régulariser les travailleurs sans-papiers.

Ils ont voulu parler de ces lieux de privation de la liberté de s'aimer comme les autres que sont les Mairies, les Tribunaux qui refusent de marier les personnes du même sexe qui le souhaitent.

Car le Sénat, c'est bien connu, c'est le fer de lance de la conquête et de l'extension des libertés, avec une audace politique détonante.

S.P.Q.R. était-il écrit, il y a presque 2 000 ans, sur les monuments et les enseignes militaires à Rome. Et encore aujourd'hui sur le mobilier urbain de la capitale italienne.

S.P.Q.R. c'est-à-dire « *Senatus Populus Que Romanus* » ou « *le Sénat et l'assemblée du peuple romain* ». Pour rappeler aux armées romaines qu'elles doivent agir au nom du Sénat et du peuple romain et non au profit de leur général. En ce sens, il est des sénateurs et des sénatrices qui, en plus de leur liberté, se sont privés de leur dignité.



● PHILIPPE STIERLIN

(1) <http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/constitution2.htm#titre11bis>

(2) 64 000 détenus – 51 000 places

(3) en 2008, soit une augmentation de 18 % / 2007

Rencontre

EmancipationS contre ségrégationS

Les nouveaux territoires de l'égalité

Samedi 26 juin 2010,

Assemblée nationale

de 9 h 30 à 17 h

126 rue de l'Université – 75007 - Paris

Métro Assemblée nationale, Métro ou RER Invalides.

- 9 h 30 Accueil
- 10 h Première plénière
Ségrégations et transformation des questions sociale et politique
- 11 h 15 **Ateliers**
- Ville, banlieues : ségrégation urbaine ou territoire solidaire ? (animé par Catherine Tricot)
- Ecole : ségrégations urbaines, ségrégations scolaires et accès à la citoyenneté (animé par Bernard Calabuig)
- 13 h Déjeuner
- 14 h **Ateliers**
- Travail : casser les territoires de relégation, réinventer le travail ? (animé par Sylvie Larue)
- L'habitat au cœur des enjeux écologiques et sociaux (animé par Jean Brafman)
- 16 h Seconde plénière
Comment faire de la politique avec les exclus du pouvoir, les classes populaires ?

Parmi les intervenants :

*Mouloud Aounit, Clémentine Autain, Alain Bertho,
Patrick Braouezec, Christine Castejon, Leila Chabi,
Paul Chemetov, Emmanuel Cosse, Mickael Garnier-Lavalley,
Nicole-Edith Thévenin, Bernard Friot, Stéphane Peu, Simon Ronai,
Philippe Stierlin, Sylvie Tricot-Devert, Claire Villiers, Pierre Zarka...*

Attention, pour participer, il faut s'inscrire.

Pour s'inscrire, envoyer un mail à:

contact.comunistes.unitaires@gmail.com

Se munir impérativement d'une pièce d'identité.

A l'initiative des

